



CHAPITRE 93

Loi modifiant la charte de la ville d'East-Angus

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

Préambule.

ATTENDU que la ville d'East-Angus a, par sa pétition, représenté:

Que dans son intérêt et celui des contribuables, ainsi que pour la bonne administration de ses affaires, il convient de lui accorder de plus amples pouvoirs que ceux qu'elle possède déjà sous l'autorité de sa charte, la loi 2 George V, chapitre 72, telle que modifiée par les lois 10 George V, chapitre 102, et 21 George V, chapitre 133, et aussi d'apporter de nouvelles modifications, pour ladite ville, à la Loi des cités et villes, et pour d'autres fins;

Attendu qu'il convient d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 346,
remp.
pour ville.

1. L'article 346 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 5 de la loi 12 George VI, chapitre 29, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Séances régulières.

"346. Le conseil s'assemblera régulièrement et sans avis à l'heure fixée par règlement le premier mardi de chaque mois.

Idem.

Le conseil peut, par résolution, établir d'autres séances régulières."

S.R.,
c. 233,
aa. 484a-
484h, aj.,
pour ville.

2. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en y ajoutant après l'article 484, le paragraphe et les articles suivants:

CHAPTER 93

An Act to amend the charter of the town of East Angus

[Assented to, the 10th of March, 1949]

WHEREAS the town of East Angus has, by its petition, represented:

That in its interest and that of the ratepayers, as well as for the good administration of its affairs, it is expedient to grant to it more extensive powers than those it already possesses under its charter, the act 2 George V, chapter 72, as amended by the acts 10 George V, chapter 102, and 21 George V, chapter 133, and also to make new amendments, for the said town, to the Cities and Towns Act, and for other purposes;

Whereas it is expedient to grant its prayer:

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Sect on 346 of the Cities and Towns Act, amended by section 5 of the act 12 George VI, chapter 29, is replaced for the town, by the following:

"346. The council shall meet regularly and without notice at the hour fixed by by-law on the first Tuesday of each month.

The council may, by resolution, fix other regular sittings."

2. The Cities and Towns Act is amended for the town by adding thereto after section 484, the following subdivision and sections:

*"24a. Du fonds de roulement"**"24a. Working Fund"*Fonds de
roule-
ment.

"484a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil les deniers dont il peut avoir besoin pour faire face aux dépenses de la municipalité au cours d'un exercice en attendant la rentrée des fonds produits par les taxes ou par les licences, ou par d'autres revenus du même exercice, ou pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique qui ne sont pas de simple entretien ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer par règlement un fonds connu sous le nom de "fonds de roulement".

Capital.

"484b. Le capital de ce fonds est de quarante mille dollars et toute dépense effectuée à même ledit fonds doit être remboursée conformément aux dispositions des articles 484c et 484e. Le conseil pourra transporter audit fonds les arrérages de taxes ou autres créances dues à la municipalité à la fin de chaque année.

Emprunts.

"484c. Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 484a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra cependant être pour un terme excédant cinq ans et la résolution autorisant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale devra être imposée, conformément aux dispositions de la loi. Le prêt ne pourra pas se faire avant que la résolution autorisant l'emprunt ne soit approuvée par la Commission municipale de Québec.

Constitu-
tion.

"484d. Il est constitué pour débiter par le produit d'un emprunt de quarante mille dollars.

Compte
spécial.

"484e. Au fur et à mesure de la conversion de ces créances en deniers par leur perception, le trésorier devra les porter à un compte spécial et le conseil pourra se servir des deniers de ce fonds pour acheter des obligations du Dominion, ou de la

Working
fund.

"484a. With a view to placing at the disposal of the council the moneys it may need to meet the expenses of the municipality during a fiscal year, pending the receipt of funds derived from taxes, licenses or other revenues of the same fiscal year, or to defray the cost of certain public utility works which are not mere matters of maintenance, and the cost of certain purchases which are not usually made, and which are not so costly as to justify a long-term loan, the council may establish by by-law a fund to be known as the "working fund".

Capital.

"484b. The capital of such fund shall be forty thousand dollars and any expenditure effected out of the said fund must be reimbursed in accordance with the provisions of sections 484c and 484e. The council may transfer to the said fund the arrears of taxes or other claims due to the municipality at the end of each year.

Borrow-
ing.

"484c. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys it may need for the purposes mentioned in the above section 484a. None of such loans however shall be for a term of more than five years and the resolution authorizing the loan shall indicate in what manner the reimbursement shall be made, and in the event that the general revenues should be insufficient to complete such reimbursement, a special tax shall be imposed, in accordance with the provisions of law. The loan shall not be made before the resolution authorizing same be approved by the Quebec Municipal Commission.

Establish-
ment.

"484d. To start, it shall be established with the proceeds of a loan of forty thousand dollars.

Special
account.

"484e. In proportion to the conversion of such claims into moneys by the collection of same, the treasurer shall enter them in a special account and the council may use the moneys of such fund to purchase debentures of the Dominion,

Province de Québec, ou de la municipalité, qui resteront à l'actif de ce compte et que le conseil pourra donner en garantie de tout emprunt qu'il pourra faire pour se procurer les deniers dont il pourra avoir besoin pour effectuer des avances suivant les dispositions du présent paragraphe.

of the Province of Quebec, or of the municipality, which shall remain credited to such account and which the council may give as security for any loan it may contract in order to obtain the moneys it may need to make advances under the provisions of this subdivision.

Emprunt
pour
fonds.

"484f. La ville est autorisée à emprunter pour former le capital initial de ce fonds, une somme de quarante mille dollars remboursable dans une période de quinze ans en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

"484f. The city is authorized to borrow, in order to form the initial capital of such fund, a sum of forty thousand dollars repayable within a period of fifteen years by following the formalities required by the law for every by-law enacting a loan, save that the approval by the municipal electors, proprietors of taxable immoveables, shall not be required.

Intérêts.

"484g. Les intérêts du fonds de roulement sont appropriés comme des revenus ordinaires de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés.

"484g. The interest on the working fund shall be appropriated as ordinary revenue of the fiscal year during which it is earned.

Emploi.

"484h. Aucune partie du capital de ce fonds ne pourra être employée pour d'autres fins que celles mentionnées à l'article 484a ci-dessus."

"484h. No part of the capital of such fund shall be used for other purposes than those mentioned in the above section 484a."

Acquisition
d'im-
meubles.

3. Nonobstant les dispositions du chapitre 220 des Statuts refondus de Québec, 1941, la ville pourra, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir, en totalité ou en partie, à des fins municipales ou industrielles, dont le coût total ne devra pas dépasser cinquante mille dollars.

3. Notwithstanding the provisions of chapter 220 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the town may, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission, acquire, construct and maintain one or several immoveables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost whereof shall not exceed fifty thousand dollars.

Vente, etc.

La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant trois et demi pour cent d'intérêt par année, sur le coût de construction.

The town is authorized to sell or to lease the said immoveable or immoveables on the conditions it may determine provided that the selling price be not less than the cost of the said immoveables, and that the rental price be not less than the amount representing three and one-half percent interest per annum, of the cost of construction.

Emprunts.

Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas cinquante mille dollars, par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec et le ministre des affaires municipales, conformément aux prescriptions de la loi concernant les règlements d'emprunt, sauf la nécessité de soumettre ledit

For the aforesaid purposes, the council may borrow a sum not exceeding fifty thousand dollars, by by-law approved by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, in accordance with the provisions of the law respecting loan by-laws, save the necessity of submitting the said by-law to the

règlement à l'approbation des électeurs propriétaires.

approval of the electors who are proprietors.

Contrat
autorisé.

4. La corporation de la ville d'East-Angus est autorisée, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, à passer un contrat avec la "Fitwell Gloves Company, Limited", de Windsor, Ontario, pour favoriser l'établissement d'une succursale de ladite compagnie à East-Angus.

4. The corporation of the town of East-Angus is authorized, subject to the previous authorization of the Quebec Municipal Commission, to make a contract with the Fitwell Gloves Company, Limited, of Windsor, Ontario, to encourage the establishment of a branch of the said company at East-Angus.

Condi-
tions.

Les dispositions suivantes serviront de base audit contrat:

The following provisions shall serve as a basis of the said contract:

1. La Corporation de la ville d'East-Angus donne à la Compagnie un certain terrain mesurant environ 180 x 300 pieds, connu et désigné comme étant le lot numéro 12E309 du Rang III du canton de Westbury, avec bâtisses dessus construites, qu'elle possède sur la rue Saint-Jean à East-Angus;

1. The corporation of the town of East-Angus shall give to the company a certain ground measuring about 180 x 300 feet, known and designated as being lot number 12E309 of range III of the township of Westbury, with buildings thereon erected, which it owns on St. John street at East-Angus;

2. La Compagnie s'oblige à construire sur cet emplacement dans un délai qui reste à être déterminé, une manufacture de gants d'au moins 40 x 100 pieds, sur des fondations en ciment, avec des murs en blocs de ciment ou de briques (ou autres matériaux acceptés comme matériaux de deuxième classe par les compagnies d'assurance) et une toiture d'au moins de deuxième classe d'après la classification en usage chez les compagnies d'assurance;

2. The company undertakes to build on such piece of land, within a delay that remains to be determined, a glove factory of at least 40 x 100 feet, on cement foundations, with walls constructed with cement blocks or bricks (or other materials accepted as second class materials by insurance companies) and a roof of not less than second class according to the classification in use by insurance companies;

3. Pour aider à l'érection de cette manufacture, la Corporation s'engage à prêter à la Compagnie une somme de quinze mille dollars de la façon suivante:

3. To aid in the erection of this factory, the corporation binds itself to loan to the company a sum of fifteen thousand dollars in the following manner:

a) Cinq mille dollars lorsque les fondations et les planchers seront en place,

a. Five thousand dollars when the foundations and floors shall be in place;

b) Cinq mille dollars lorsque les murs seront terminés,

b. Five thousand dollars when the walls shall be completed;

c) et cinq mille dollars à la fin des travaux lorsque la manufacture sera prête à opérer;

c. and five thousand dollars at the end of the works, when the factory will be ready to operate;

4. Une fois la manufacture érigée et complétée, la Compagnie transportera à la Corporation par acte de donation pure et simple ladite manufacture, son contenu et l'emplacement avec bâtisses dessus construites décrit au paragraphe 1 du présent article;

4. Once the factory is erected and completed, the company shall transfer to the corporation by deed of donation pure and simple the said factory, its contents and the land with buildings thereon erected as described in paragraph 1 of this section;

5. En retour, le même jour, la Corporation louera à la Compagnie sous bail conditionnel tout ce qu'elle aura reçu de

5. In return, on the same day, the corporation shall rent to the company under conditional lease all that it shall have

Contract
authoriz-
ed.

Condi-
tions.

cette dernière en vertu du paragraphe précédent;

6. Ledit bail conditionnel, en plus des clauses ordinaires, comportera les suivantes:

a) Le bail sera pour une période de dix-huit années avec un loyer de dix huit mille cinq cent dollars, payable mille dollars par année avec intérêt au taux de un pour cent l'an, sauf pour la dernière année, où le loyer sera de un mille cinq cent dollars, mais avec le même intérêt.

b) La Compagnie paiera les taxes scolaires, les services du gaz et de l'électricité sans aucune réduction; quant à la taxe foncière, la Compagnie versera annuellement à la Corporation, jusqu'à l'expiration du bail, un montant fixe qui reste à être déterminé entre les parties.

c) La Compagnie devra, à ses propres frais, tenir ladite manufacture assurée contre l'incendie pendant toute la durée du bail. En cas de feu, les produits de l'assurance seront employés à la reconstruction de ladite manufacture.

d) La Compagnie devra employer à plein salaire et continuellement à la manufacture un minimum de cinq personnes domiciliées à East-Angus, sauf lorsque la manufacture cessera d'opérer dû à un cas fortuit ou autres raisons sur lesquelles la Compagnie n'a aucun contrôle.

e) La Compagnie devra user de la manufacture en bon père de famille et pour les fins seulement auxquelles elle est destinée pendant toute la durée du bail.

f) Si la Compagnie manque à une ou plusieurs de ses obligations, toute la balance sur le loyer de dix-huit mille cinq cents dollars deviendra exigible de la Compagnie dans un délai de trois mois à compter du ou des manquements, et si au bout desdits trois mois, cette balance n'est pas payée à la Corporation, cette dernière pourra reprendre en pleine propriété tout ce qu'elle a loué à ladite Compagnie, le bail conditionnel étant annulé *ipso facto* et à toutes fins que de droit, mais dans ce dernier cas, la Corporation ne pourra réclamer en plus la balance due sur le loyer.

g) D'un autre côté, si la Compagnie remplit toutes et chacune de ses obligations, la Corporation s'engage, lors du dernier versement pour loyer, à passer

received from the latter under the preceding paragraph;

6. The said conditional lease, in addition to the ordinary clauses, shall contain the following:

a. The lease shall be for a period of eighteen years with a rental of eighteen thousand five hundred dollars, payable one thousand dollars per annum with interest at the rate of one per centum per annum, save for the last year when the rental shall be one thousand five hundred dollars, but with the same interest.

b. The company shall pay the school taxes, the gas and electricity services without any reduction; as to the land tax, the company shall pay yearly to the corporation, until the expiry of the lease, a fixed amount which remains to be determined by the parties.

c. The company shall, at its own expense, keep the said factory insured against fire during the whole duration of the lease. In case of fire, the proceeds of the insurance shall be used for the reconstruction of the said factory.

d. The company shall employ at the factory, continually and at full salary, a minimum of five persons domiciled in East Angus, save when the factory ceases to operate owing a fortuitous cause or for other reasons over which the company has no control.

e. The company shall use the factory as a prudent administrator and for the purposes only for which it is intended during the whole period of the lease.

f. If the company fails to fulfil one or several of its obligations, the whole balance of the rental of eighteen thousand five hundred dollars shall become exigible from the company within a delay of three months as from such failure or failures, and if at the end of the said three months, such amount is not paid to the corporation, the latter may retake in full ownership all it has leased to the said company, the conditional lease being cancelled *ipso facto* and for all legal purposes, but in the latter case, the corporation cannot claim in addition the balance due on the rental.

g. On the other hand, if the company fulfils each and all of its obligations, the corporation binds itself, at the time of the last payment for rental, to enter into

un contrat de vente avec la Compagnie portant sur tout ce qui a été loué par cette dernière et le loyer payé sera considéré comme prix de cette vente.

h) La Compagnie sera responsable de tout accident survenant sur les lieux pendant la construction de la manufacture et la durée du bail.

i) La Compagnie pourra transporter ses droits dans ce qu'elle a loué de la Corporation à n'importe quelles autres Compagnies ou ses commandites.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

a deed of sale with the company bearing on all that has been leased by the latter and the rental paid shall be considered as the price of such sale.

h. The company shall be responsible for any accident happening on the premises during the construction of the factory and the duration of the lease.

i. The company may transfer its rights in everything it has leased from the corporation to any other company or its limited partnerships (commandites).

5. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.